

le débat du jour

Les électeurs doivent-ils choisir leur coalition en allant voter ?

Le CDH souhaite donner à l'électeur la possibilité de s'exprimer sur sa coalition préférée. Idée intéressante ou intéressée ?

Hamza Fassi-Fihri
Vice-président du CDH depuis avril 2016, il est également député bruxellois, chef de groupe CDH au Parlement francophone bruxellois et conseiller communal à la Ville de Bruxelles. Il est diplômé en journalisme à l'ULB et en économie et en politique internationale à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et détiend un Executive Master en administration publique de la London School of Economics and Political Science (LSE).



Ca ne concerne que Bruxelles ? Ou la Wallonie, qui vote encore sur papier, est-elle concernée ? Sur le principe, tout le parti la défend. Nous devons maintenant décider s'il faut des modalités différentes entre Bruxelles, la Wallonie et le fédéral. On n'a pas encore le texte de proposition définitif. Nous allons maintenant arbitrer entre toutes les propositions en interne et puis le rédiger. En réalité, pour nous, peu importe les modalités pratiques, tant que l'objectif est rencontré : créer un rapport de force nouveau entre les citoyens et les partis.

« Créer un rapport de force nouveau entre citoyens et partis »

Nous avons demandé à Hamza Fassi-Fihri, vice-président du CDH, de préciser sa proposition et ses modalités pratiques.

Le CDH veut permettre à l'électeur d'indiquer, au moment où il vote, son choix de coalition préférée. Concrètement, comment se traduirait-il dans l'isoloir ?

On a juste un accord en interne sur le principe et le fait de le mettre en débat. Le principe : à Bruxelles, où le vote électronique, après l'écran sur lequel on vote pour un candidat ou une liste, on arriverait sur un nouvel écran sur lequel les gens pourraient cocher le ou les parti(s) qu'ils souhaitent voter en coalition avec le parti pour lequel ils ont voté.

Ne serait-il pas plus simple que chaque parti se présente devant les électeurs en ayant indiqué quelle coalition a sa préférence ?

Ca se fera sans doute encore. Mais le résultat de l'élection ne le permet peut-être pas. Cela peut être frustrant. On ne sait pas forcément l'électeur en faisant ça.

Mais si l'électeur ne suit pas l'option d'un parti, ce dernier peut en tirer des conclusions et ne pas prétendre au pouvoir.

Ce serait contraignant pour les partis ?

Qui déciderait ?

Le premier parti aurait la main. Il opérerait pour la coalition l'incluant et qui a reçu le plus de suffrages.

Un exemple paroxystique

Aussitôt, la droite hurle et se met à scandaler : « vive le département ! Vive le département ! »

Ainsi, l'une des thématiques favorites de la droite, c'était la dénonciation, en partie justifiée, du mille-feuille administratif, c'est-à-dire l'empilement coûteux et inefficace de strates, communes, agglomérations, métropoles, départements, régions... Il y avait, à l'évidence, une strate de trop : le département.

Et ce n'est pas nouveau. L'Assemblée nationale, les députés Républicains et leur chef de file Christian Jacob ne savent plus ou donner de la tête pour rester crédibles dans l'opposition.

Prenez un exemple concret : le parti n° 2 et n° 3 disent qu'ils veulent gouverner ensemble. Le parti n° 1 a gagné l'élection et il veut gouverner avec le n° 2. Que fait-on ? Selon ma formule, les électeurs choisissent la coalition qui a leur préférence en fonction de leur vote. Le parti n° 1 prend la main et va puiser dans ses coalitions préférées par le citoyen et essaye de la mettre en œuvre. Je trouve cette formule meilleure que celle qui consisterait à annoncer des coalitions pour finalement ne pas les concrétiser. Contraindre des partis à annoncer leur choix à l'avance, c'est donner à nouveau le pouvoir aux partis. Notre idée, c'est que ce soit le citoyen à dire ce qu'il veut. Certes, il ne s'agit que d'une indication, mais quand même : c'est un message politique qui vient directement du corps électoral et cela ne se remplace pas par des annonces préalables des partis.

Dans cette logique, les accords préélectoraux deviennent obsolètes ?

Oui, et ce n'est pas plus mal. Neuf fois sur dix, il ne s'agit que d'accords psychologiques. Le nombre de traditions est presque aussi élevé que le nombre d'accords préélectoraux. ■

Propos recueillis par CORENTIN DI PRIMA

Jean-Benoît Pilet
Docteur en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Jean-Benoît Pilet a dirigé le Centre d'études de la vie politique (Cevipol). Entre autres publications, il est l'auteur, avec Emilie van Haute et Pascal Dubut, de l'ouvrage : « Les partis politiques en Belgique » (Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011).



Le système proportionnel a-t-il vraiment permis d'être plus transparent ?

Propos recueillis par MATHIEU COLINET

« Dans un système proportionnel, l'électeur ne peut pas choisir »

La proposition du CDH renvoie selon Jean-Benoît Pilet, directeur du Cevipol, à d'autres tentatives pour rendre « un peu moins proportionnel le système proportionnel ».

Comment analysez-vous cette proposition du CDH ?

C'est une proposition que l'on a vu émerger dans les années 90 lorsqu'il était question du passage au scrutin majoritaire. Le PRL et Ecolo avaient alors proposé une espèce de bonus. Soit l'électeur devait indiquer sa coalition préférée soit deux partis annonçaient qu'ils allaient ensemble et avaient un bonus si cette majorité pouvait être portée. Ce sont des mécanismes qui visaient, d'une part, à rendre plus transparente la formation des coalitions pour l'électeur et, d'autre part, à rendre le système proportionnel un peu moins proportionnel puisque de facto ce à quoi on peut assister avec ce genre de mécanismes c'est d'une forme de bipolarisation avec des "pôles" qui s'instaurent. C'est pourquoi il n'est pas anodin que ce genre de propositions réapparaisse. Si l'on prend la situation actuelle, cela revient à dire : « OK, vous êtes prêts à voter Ecolo ou PS mais êtes-vous prêts à soutenir un gouvernement avec le PTB ? Ou est-ce que vous préférez soutenir une coalition même si le MR et le CDH ne sont pas votre choix préféré ? » Après la

sortie de Thierry Bodson, le patron de la FGTB scallonne, ce n'est pas anodin. C'est un élément. Autre élément : on peut constater que ce genre de mécanismes porte le risque de renforcer les camps politiques. Si la coalition préférée de l'électeur, c'est MR-PTB, qu'est-ce qui se passe, que fait-on du choix de la coalition qui fait de son choix quelque chose qui semble une bonne idée, il y ait véritablement une bonne idée. Pour ma part, je pense que si on veut aller vers des mécanismes qui laissent à l'électeur non seulement le choix du parti mais aussi celui de la coalition, il faut alors que ces coalitions soient installées à l'avance. Comme c'est le cas en Italie, comme c'est le cas en France pour les élections municipales.

Est-ce imaginable cela chez nous ?

Oui mais alors on va singulièrement vers là où le CDH n'a jamais voulu aller, c'est-à-dire une bipolarisation de la vie politique. On devrait alors forcer les partis à se constituer dans un bloc de droite soit dans un bloc de gauche. De façon circonstanciée, le CDH serait ravi d'être dans un bloc de centre-droite. Mais peut-être que dans dix ans, il pourrait préférer être dans un bloc de centre-gauche. Autrement dit, soit on choisit un système pro-

portionnel et on laisse les partis former les coalitions, soit on choisit un système à dominante majoritaire, en y introduisant éventuellement une dose de proportionnel, mais alors on va vers une forme de bipolarisation de la vie politique. On ne peut pas avoir clarifié d'un système majoritaire et diversité de choix de la proportionnel. Avoir le meilleur des deux sans renoncer à certains des vertus, ce n'est pas possible. Le système proportionnel ne prévoit pas que l'électeur intervienne dans le choix de la coalition.

Ce manque de transparence au sujet des coalitions est-il responsable selon vous de la montée de la défiance envers notre système démocratique ?

Je ne suis pas convaincu que le cœur du problème se situe là. Les pays qui ont des systèmes majoritaires ne produisent pas des taux de satisfaction à l'égard de la politique plus élevés. La confiance en la politique n'est pas plus élevée en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni qu'en Allemagne où le système est plus proportionnel. Il n'y a pas de corrélation. Ce qui semble déterminer la confiance, ce sont plutôt les scandales politiques, la corruption et l'écart perçu entre ce que veut la population et ce que font les responsables politiques. ■

Propos recueillis par MATHIEU COLINET



MANUEL VALLS
ANCIEN PREMIER MINISTRE FRANÇAIS (PS),
SUR FRANCE2

à lire



THOMAS LEGRAND
Chronique de l'Impéru
Stock
200 pages, 18 €



PIERRE-LOUIS BASSE
Le flâneur de l'Élysée
Stock
272 pages, 19,50 €

Propos recueillis par MATHIEU COLINET

Scènes de la vie politique

L'actualité à son tempo et un événement chasse l'autre, veloce. Il en est pourtant qui mériteraient que l'on s'y arrête, que l'on y revienne, que l'on s'étonne, tant ils demeurent singuliers. Ainsi, en France, la fin du cinquantième de François Hollande, premier président en exercice de la Ve République à ne pas avoir sollicité un deuxième mandat, suivi de l'élection d'Emmanuel Macron, sur lequel aucun commentateur politique n'aurait misé un koepke douze mois plus tôt, n'ont pas livré tous leurs secrets. Les éditions Stock viennent de publier deux ouvrages qui éclairent cette séquence.

Le premier, Le flâneur de l'Élysée, est signé par Pierre-Louis Basse, romancier de radio (Europe 1) et écrivain (Gagner à en mourir, Robert Laffont, 2012) devenu « plume » et conseiller « Grands Événements » du président Hollande. Mal à l'aise dans ses chaussures trop pointues et sa cravate serrée au cou, l'homme de gauche et de lettres participa à la comédie du pouvoir avec une curiosité mâtinée d'autodérision. « Mes collègues étaient devenus des amis par la seule grâce d'un discours qu'ils n'avaient pas voulu massacrer », écrit-il. Tel un Saint-Simon installé à la cour de Louis XIV dépeignant le quotidien de Versailles, Pierre-Louis Basse, littéraire perdu chez les communicants, dresse, dans un style exquís, un portrait doux-amer du petit monde de plus en plus nerveux qui

gravitait autour du Président. Et, même s'il n'est pas l'acteur principal de ce psychodrame, c'est bel et bien le portrait de François Hollande qui se dessine en ombre chinoise. L'autre ouvrage, Chronique de l'Impéru, est plus politique. Pendant plus d'une année, pour nourrir son édito quotidien sur les ondes de France-Inter, Thomas Legrand a tenu, au jour le jour, de déchiffrer l'incompréhensible scénario qui s'élaborait. Comment Sarkozy peut-il perdre face à Juppé ? Comment Valls va-t-il terrasser la machine Montebourg ? Comment Hollande va-t-il s'y prendre pour imposer sa candidature ? À quel moment la bulle Macron va-t-elle exploser ?... Et l'on se rend compte avec stupefaction que les meilleurs esprits ne se trompaient pas simplement sur les réponses mais sur les questions elles-mêmes ! Comment en est-on arrivé là ? En se retournant sur le chemin parcouru, en y constatant au passage ses erreurs, Thomas Legrand explique le contexte si particulier qui a présidé à l'élaboration de ses analyses à chaud. Moralité de la fable, « science politique » est une appellation frauduleuse : la politique n'est pas une science à l'Emmanuel Macron, au cours de cette électorale sans précédent, aura surpris tout le monde, lui-même aussi sans doute, écrit Thomas Legrand. Le général de Gaulle disait que l'élection présidentielle, c'est la rencontre entre un homme, le peuple et les circonstances. Emmanuel Macron est l'application parfaite de ce théorème ! ■

Comment en est-on arrivé là ? En se retournant sur le chemin parcouru, en y constatant au passage ses erreurs, Thomas Legrand explique le contexte si particulier qui a présidé à l'élaboration de ses analyses à chaud. Moralité de la fable, « science politique » est une appellation frauduleuse : la politique n'est pas une science à l'Emmanuel Macron, au cours de cette électorale sans précédent, aura surpris tout le monde, lui-même aussi sans doute, écrit Thomas Legrand. Le général de Gaulle disait que l'élection présidentielle, c'est la rencontre entre un homme, le peuple et les circonstances. Emmanuel Macron est l'application parfaite de ce théorème ! ■

WILLIAM BOURTON

LE SOIR

La proposition du CDH tient-elle la route ? L'analyse de Christian Behrendt, professeur de droit constitutionnel à l'ULB sur <http://plus.laeso.be>.

alternatives



Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Quand la droite française vote contre elle-même
N on, la droite française n'est pas la plus bête du monde. Il arrive même à sa tendance républicaine et patriote (de Gaulle, en particulier, l'incarna) d'être exemplaire. Mais dans la version que nous offrons, ces temps-ci, les dirigeants du parti intitulé « Les Républicains », elle est en train de devenir proprement caricaturale. Il est vrai que la situation à laquelle elle est confrontée est totalement dingote.

Résumons pour ceux à qui le débat du film aurait échappé. Pour la première fois depuis près de cinquante ans (depuis Pompidou) un ovni qui se dit « et de gauche et de droite », centrée sur quelque sorte, a été élu président de la République. Lui-même vient du centre-gauche (il a été ministre de François Hollande) et sa majorité parlementaire est constituée de nombreux anciens socialistes. Son élection surprise a donc conterné une droite qui se voyait déjà triomphante et à incité son aile conservatrice à se proclamer « vraiment de droite » et « vraiment d'opposition ». Normal. Sauf que... Sauf que victime d'une première catastrophe, électorale, le

parti dit « Républicain » se retrouve soudain confronté à une seconde catastrophe : le nouveau pouvoir prend, l'une après l'autre, toutes les mesures qu'elle, la droite, préconisait, exigeait, mais devant lesquelles elle finissait par reculer lorsqu'il était question de passer à l'acte.

En clair, Emmanuel Macron fait la politique dont rêvait la droite, mais qu'elle n'osait pas assumer. Alors, comment réagir ? Comment se positionner puisqu'on s'est défini a priori comme clairement d'opposition ? Eh bien, c'est très simple : on se déchaine contre ce que, précédemment, on appelait de ses vices, puis on vote contre, autrement dit contre soi-même.



A l'Assemblée nationale, les députés Républicains et leur chef de file Christian Jacob ne savent plus ou donner de la tête pour rester crédibles dans l'opposition.

Aussitôt, la droite hurle et se met à scandaler : « vive le département ! Vive le département ! »

Un exemple paroxystique

Ainsi, l'une des thématiques favorites de la droite, c'était la dénonciation, en partie justifiée, du mille-feuille administratif, c'est-à-dire l'empilement coûteux et inefficace de strates, communes, agglomérations, métropoles, départements, régions... Il y avait, à l'évidence, une strate de trop : le département.

Et ce n'est pas nouveau. L'Assemblée nationale, les députés Républicains et leur chef de file Christian Jacob ne savent plus ou donner de la tête pour rester crédibles dans l'opposition.

Le nouveau pouvoir prend, l'une après l'autre, toutes les mesures qu'elle, la droite, préconisait, exigeait, mais devant lesquelles elle finissait par reculer lorsqu'il était question de passer à l'acte.

En clair, Emmanuel Macron fait la politique dont rêvait la droite, mais qu'elle n'osait pas assumer. Alors, comment réagir ? Comment se positionner puisqu'on s'est défini a priori comme clairement d'opposition ?

Eh bien, c'est très simple : on se déchaine contre ce que, précédemment, on appelait de ses vices, puis on vote contre, autrement dit contre soi-même.

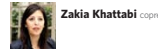
A l'Assemblée nationale, les députés Républicains et leur chef de file Christian Jacob ne savent plus ou donner de la tête pour rester crédibles dans l'opposition.

pour les stigmatiser. François Fillon voulait les faire disparaître. Le nouveau pouvoir décida simplement de ne pas tous les renvoyer. Aussitôt, hurlements à droite. Soudain tous les emplois aidés deviennent nécessaires, indispensables (c'est peut-être vrai, mais pourquoi n'avoir pas cessé d'affirmer l'inverse !). On votera donc contre.

Enfin, c'est sur le gâteau, la droite appelle, or à l'ère, à un durcissement de la législation antiterroriste. Le nouveau pouvoir s'y résout. Comme prévu, l'extrême gauche, la gauche, Libération, les syndicats d'avocats, de juges, les organisations de défense des droits de l'homme, poussent de hauts cris. A lire certains articles du Monde, on aurait mis le doigt dans le mécanisme infernal qui mène au fascisme. La droite, cette fois, va-t-elle soutenir ? Non. Elle affirme qu'il ne va pas assez loin et qu'elle votera contre. L'histoire retiendra sans doute cet exemple paroxystique de la négation de soi au nom de l'affirmation de soi.

Si « Les Républicains », au lieu d'être un parti, était une personne, il faudrait l'embaucher afin de l'expenser dans un musée pour l'éducation des foules. ■

le tweet



Pendant que le gouvernement bruxellois s'occupe de lui-même, nous les attendons sur la mobilité, les allées familiales, la pollution de l'air...

COLLECTION

ENGLISH FOR EVERYONE APPRENDRE L'ANGLAIS PAR SOI-MÊME CHAQUE VENDREDI AVEC LE SOIR

WE SPEAK ENGLISH!

8,90 € LE VOLUME DE 96 PAGES EN VENTE EN LIBRAIRIE Hors prix du journal

En cette rentrée scolaire, Le Soir propose English for everyone, un cours d'anglais complet en 15 volumes qui combine explications grammaticales visuelles, exercices d'entraînement et site web audio. La méthode parfaite pour toute la famille!

LE SOIR